

Postulat Vincent Keller et consorts – Lausanne – Barcelone en train, maintenant !

Texte déposé

Le constat est fait que 2 % des rejets mondiaux de CO₂ sont émis par les avions de ligne ! Sauf qu'en Suisse, c'est près de 20% des émissions de ce gaz qui sont dues au trafic aérien. Mais les avions rejettent également d'autres gaz comme l'oxyde d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO), les hydrocarbures (HC), le dioxyde de soufre (SO₂) et les particules en suspension PM10 et PM2,5. Si le kérosène est nocif pour l'atmosphère, renforce l'effet de serre, contribue au réchauffement climatique et impacte la faune et la flore — notamment lors des largages de kérosène en forêt — ses conséquences ne sont pas seulement environnementales. Le kérosène est également responsable de maux de tête, de vertiges et de nausées, sans compter les particules ultrafines qui s'incorporent dans notre organisme, laissant des traces dans les poumons, le foie et l'urine. Le constat est également fait que les Suisses volent deux fois plus que leurs voisins et, qu'ainsi, d'ici à 2030, le trafic aérien deviendra la principale source de dégradation climatique de notre pays. S'il paraît clair aux postulants que l'avion long-courrier peut se justifier exceptionnellement pour de longs périple, les voyages d'études, eux, ne se déroulent que sur peu de jours. Ainsi, prendre l'avion sur de courtes distances pour quelques jours à peine rend le bilan carbone du trajet encore bien pire.

L'éducation au développement durable fait partie intégrante du Plan d'étude romand. Ce sujet semble de plus avoir un écho favorable auprès de notre jeunesse, puisque 10'000 écolier-e-s et étudiant-e-s ont défilé dans les rues de Lausanne, le vendredi 18 janvier dernier, pour appeler la population et nos politiques à lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Il s'agit donc simplement d'écouter notre jeunesse qui semble consciente de la pollution qu'engendrent les déplacements en avion. Dans le canton de Fribourg, des collégiens ont lancé lundi une pétition pour interdire, dès la prochaine rentrée scolaire, le déplacement en avion lors des voyages d'études. Certaines communes sont en train de mener d'ailleurs cette réflexion, se dirigeant vers la même solution que propose ce postulat. La commune du Mont-sur-Lausanne, par exemple, a déjà franchi le pas puisqu'elle vient de décider de ne plus financer les voyages en avion de ses élèves.

Outre le problème écologique, il s'agit de réfléchir également au problème social, car les déplacements se font le plus souvent en utilisant les compagnies à bas coûts, dont le modèle social et le traitement des employés engendrent des coûts sociaux pour les collectivités publiques. Notons également que ce postulat permettra à nos élèves de (re)découvrir des contrées plus proches, cette mesure ayant de facto un effet de relocalisation des destinations de voyages — Suisse ou étranger proche. Car oui, comme le disait notre illustre Jean Villard Gilles : « On a un bien beau pays ! »

Le présent postulat invite le Conseil d'Etat :

1. à présenter un état des lieux des moyens de transport choisi par les classes dans le cadre des voyages d'études au gymnase, dans les HES-SO ou encore dans le secondaire I.
2. à étudier les opportunités de ne plus subventionner les voyages d'études en avion, voire de les supprimer.

Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures.

*(Signé) Vincent Keller
et 26 cosignataires*

Développement

M. Vincent Keller (EàG) : — La semaine dernière, le grand raout du capitalisme sauvage, à Davos, s'est clôt. Ce que le monde retiendra de cette 49^e édition du *World economic forum* (WEF), ce n'est pas l'arrogance des quelques privilégiés qui se partagent les richesses du monde entre gens aisés. Non, cette année, c'est le visage d'une gamine de 16 ans, Greta Thunberg, qui aura marqué les esprits. Cette

gamine a compris bien mieux que les puissants ce que signifie les termes « urgence climatique ». Elle fait la grève de l'école chaque vendredi, depuis août 2018, parce qu'elle demande simplement : « pourquoi devrions-nous étudier pour un futur qui n'existera bientôt plus, alors que personne ne fait rien pour le sauver ? » C'est une gamine qui a envie de nous faire paniquer parce que la maison brûle ! Cette gamine est devenue un exemple pour des centaines de milliers d'écoliers, de gymnasiens et d'étudiants, notamment vaudois, puisque ce Grand Conseil a pleinement soutenu les jeunes dans leurs actions en acceptant la résolution Raphaël Mahaim, mardi dernier.

Selon l'Association transports et environnement (ATE), en Suisse, près de 20 % de l'impact climatique causé par l'homme est le fait du transport aérien, une part en constante augmentation. Si rien de concret n'est entrepris, en 2030 ce secteur sera le plus lourd dans le bilan climatique de la Suisse.

Les soussignés proposent du concret. Ils demandent donc au Conseil d'Etat :

1. Un état des lieux des moyens de transport choisis par les classes dans le cadre des voyages d'étude.
2. Une étude des opportunités de ne plus subventionner les voyages en avion, voire de les supprimer.

En effet, la mode des voyages d'études à Barcelone, à Prague, à Amsterdam ou à Berlin est très récente. Elle date de l'ère du *low cost* et de la compagnie orange qui opère le plus de mouvements depuis l'aéroport de Genève-Cointrin.

Je déclare mes intérêts : j'ai aussi été gymnasien. A mon époque, jamais nous n'avons pris un avion pour un voyage d'étude. Nous avons visité certains lieux proches de la Suisse et accessibles en train, voire en autocar, ou alors simplement des villes suisses. Je suis encore aujourd'hui convaincu que la ville de Lugano est tout aussi dépaysante que Rome, que Zurich est aussi bien doté en musées que Berlin et que Bâle est aussi bien fourni en bars qu'Amsterdam !

Le postulat, cosigné par au moins 20 députés, est renvoyé à l'examen d'une commission.